

**DES CITOYENS SAHRAOIS DES
TERRITOIRES OCCUPÉS TÉMOIGNENT
DE LA BRUTALITÉ DE L'OCCUPATION
COLONIALE MAROCAINE**

**Les médias africains
pris à témoin**

«Nous avons le droit de vivre libre dans un pays indépendant comme tous les autres pays du monde.» Ce sont là les déclarations d'un groupe de citoyens sahraouis résidant dans les territoires occupés, victimes de la «répression coloniale marocaine», faites en présence d'un parterre de journalistes hier à Alger.

Les journalistes très nombreux, qui représentaient plusieurs organes de presse (radios, télévisions et journaux) de pays africains, ont découvert, à travers les différents témoignages, «l'atrocité subie par le peuple sahraoui du fait de l'occupation marocaine».

Les témoignages d'une dizaine de personnes, toutes des militants des droits de l'homme, ont ému l'assistance.

Ces dernières ont saisi cette opportunité pour réitérer la «détermination du peuple sahraoui à poursuivre la lutte sous toutes ses formes jusqu'à l'indépendance».

Tour à tour, Ahmed Anaceri, Ahmad Hamad, El-Naâma Asfari, Sakina Djedou Ahlou, El-Mami Amar Salem et Ibrahim Dahane, résidant à Smara, à El-Ayoun, El-Dakhla et El-D'chira, sont revenus sur «la brutalité des forces de répression de l'occupant».

Ils ont rappelé «le pacifisme de la mobilisation populaire» alors que les «autorités d'occupation ont répondu par la force, et sont directement impliquées dans l'organisation de la répression». «Nous sommes là pour dire que le peuple sahraoui est uni, un et indivisible, sous la bannière de son représentant légitime, le Front du Polisario», ont-ils clamé.

Les conférenciers ont également lancé un appel aux journalistes en général et aux représentants des médias des pays africains en particulier, présents à Alger à l'occasion du Panaf, pour «nous soutenir comme l'a fait l'Algérie pour tous les pays africains en quête d'indépendance».

Les journalistes, sénégalais, ivoiriens, nigériens, burkinabés, tchadiens, soudanais, guinéens, ghanéens, camerounais et autres sud-africains, scandalisés par les témoignages des «rescapés» de «la répression coloniale marocaine», ont eu droit également à un rappel historique de la «longue» lutte du peuple sahraoui pour son autodétermination.

«Le Front Polisario a été constitué en 1973 par des Sahraouis, conscients de l'existence d'un peuple sahraoui qui doit exercer son droit à l'autodétermination. Se fondant sur ce sentiment national, le Front Polisario a réclamé l'indépendance du Sahara Occidental et a proclamé la République arabe sahraouie démocratique, en février 1976. Cette République, reconnue par plus de 82 Etats et admise à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1982, siège aujourd'hui comme fondateur de l'Union africaine».

Les conférenciers ont aussi mis en relief les avancées et autres acquis sahraouis à travers le monde.

Néanmoins, ils ont tenu à dénoncer «les blocages volontairement entretenus par les grandes puissances de ce monde, la France en premier lieu, pour une solution politique à la question sahraouie».

Il convient de noter que cette rencontre a été organisée au niveau du siège du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, en présence de plusieurs personnalités dont Sadek Bouguettaya, l'ex-parlementaire du FLN, et le président de l'APC d'Alger-Centre, M. Tayeb Zitouni.

Abder Bettache

BOUIRA

**Imposante marche
des citoyens à Chorfa**

Las de voir leur commune en rade en ce qui concerne le développement rural dont ont bénéficié les autres communes de la daïra de M'chedallah, des centaines de citoyens de Chorfa, située à 50 km à l'est de Bouira, ont organisé hier une imposante marche sur la RN15 qui traverse le chef-lieu d'est en ouest sur près d'un kilomètre. Ils ont manifesté leur désarroi et leur réprobation par rapport à l'inertie qui caractérise leur commune.

La population de Chorfa vit un calvaire au quotidien dans plusieurs domaines sans que les autorités locales, malgré leur bonne volonté et leur omniprésence aux côtés des citoyens – le P/APC était de la marche de ce mardi – ne puissent faire quelque chose.

A commencer par les problèmes rencontrés au niveau du chef-lieu, indignes de la réputation de cette commune qui a enfanté des monuments ayant contribué au nationalisme et la sauvegarde de la personnalité algérienne, tels que Abderrahmane et Saïd Chibane, qui tous deux des ex-ministres, pour ne citer que ces deux personnages.

Ainsi, les habitants du chef-lieu de Chorfa souffrent depuis plusieurs années du manque d'eau potable ainsi que de fréquentes chutes de tension. Pour

remédier à ces deux problèmes, il a été décidé de raccorder le chef-lieu à la source Aïnsar Aberkane, ce torrent souterrain situé au village M'zarir, dans la commune de Saharidj, et qui alimente les communes de M'chedallah, Saharidj et plusieurs autres villages des communes d'Aghbalou et Ahnif. Le fait est que la source Aïnsar Aberkane, dont le débit en période de sécheresse n'est jamais descendu à moins de 150 l/s, était prévue pour alimenter également plusieurs villages de Chorfa, dont le chef-lieu.

Pour ce faire, une conduite a été réalisée et des châteaux d'eau construits.

Or, ces ouvrages sont terminés mais l'alimentation en eau potable tarde à voir le jour et la population souffre le martyre chaque jour davantage. En outre, le

problème de l'électricité se pose tout aussi étrangement.

Selon le P/APC que nous avons joint par téléphone, une correspondance a été adressée à la daïra et à la wilaya depuis plus d'une année, mais la solution à ce problème consiste en la construction de nouveaux transformateurs tarde à voir le jour.

D'autres problèmes sont venus se greffer aux deux premières. La population est sortie pour crier son ras-le-bol surtout à l'encontre de certains services de la wilaya qui ont pris en otage cette commune naturellement agricole et qui devait normalement bénéficier de plusieurs centaines d'aides à l'habitat rural, en inscrivant plusieurs périmètres comme urbains et donc inéligibles aux aides à l'habitat rural.

Ceci sans parler des routes dont l'état est, le moins qu'on puisse dire, des plus déplorables, du manque d'assainissement au niveau de certains villages, de l'alimentation en gaz de ville de l'ancienne ville pourtant promise par le wali, absence d'ambulances pour les

urgences, etc. Aussi, la marche de ce mardi, qui a été organisée le long de la RN15 bloquée à la circulation pendant toute la matinée, sauf pour les cas d'urgence, au grand dam des automobilistes qui ont souffert surtout en cette journée caniculaire où le mercure frôlait les 40°C, a interpellé les pouvoirs publics au niveau de la wilaya.

En effet, selon le P/APC, une délégation de la wilaya devrait se déplacer sur les lieux pour discuter des problèmes résumés dans une plate-forme de revendications portant huit points.

Vers 15 heures, la circulation au niveau de la RN15 a été rétablie, et la rencontre entre les autorités locales de la commune de Chorfa et des représentants de la population avec une délégation dépêchée depuis Bouira devait commencer au siège de la daïra de M'chedallah.

Espérons que des mesures concrètes seront prises pour mettre fin aux souffrances de cette population qui a toujours su poser ses problèmes avec civisme.

Y. Y.

AFFAIRE DE COMMERCIALISATION D'HÉROÏNE À BLIDA

**Sept ans de prison
pour les deux dealers africains**

Pour commercialisation d'héroïne, le tribunal correctionnel de Blida a condamné, hier, deux dealers d'origine malienne à sept ans de prison ferme assortis d'une amende de deux cent mille dinars.

Trois autres individus inculpés dans cette affaire, dont une fille de 22 ans, ont écopé de trois mois de prison ferme.

Pour rappel, cette affaire qui remonte au 21 mars dernier a été élucidée par la brigade de recherches et d'investigations de la Sûreté de wilaya de Blida.

C'est, en effet, suite à une filature que les policiers ont intercepté un véhicule de marque Golf à bord duquel se trou-

vaient trois personnes. La fouille de la voiture a

permis la découverte de 1,65 g d'héroïne, dissimulé sous le siège. Lors de leur interrogatoire, elles dénonceront leurs fournisseurs, des Maliens installés à El-Hamiz, à Alger.

Chez ces derniers, les éléments de la BRI trouveront 5 g d'héroïne.

Les cinq mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt, à l'exception de la fille.

M. B.

Ali Tounsi en visite à Mascara

Le directeur général de la Sûreté nationale a effectué une visite de travail, ce mardi, dans la wilaya de Mascara. M. Ali Tounsi s'est rendu respectivement dans les daïras de Hachem, d'Aïn-Fekan et de Tizi où il a procédé à l'inauguration des Sûretés de daïra, pourvués de célibatoriums et de logements de fonction. Il s'est informé des conditions de travail des éléments de la Sûreté, se félicitant de ce qui a été réalisé en termes d'infrastructures. Une rallonge de 41 mil-

liards de centimes sera nécessaire pour mener à terme les projets inscrits dans le cadre du programme 2005/2009. Pour les localités susmentionnées, la couverture sécuritaire est de 1 policier pour 198 habitants à Aïn-Fekan, 1 pour 217 à Tizi et 1 pour 395 habitants à Hachem.

Poursuivant sa sortie, le DGSN devait se rendre, en début d'après-midi, dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès.

M. Meddeber